

LA POPULATION DE TARASCON BIENTÔT **MENACÉE** PAR LE MANDATAIRE JUDICIAIRE

Le sens de la réalité d'un mandataire judiciaire ne peut décidément pas être comparable à celui d'un humain ordinaire. L'exemple de celui qui s'occupe de la fin de la papeterie de Tarascon s'avère, en tout point, remarquable.

Les salariés n'auront plus de travail dès ce vendredi soir, à minuit. Depuis deux mois, le mandataire cogite dans son coin pour savoir comment arrêter l'usine. « Facile ! », s'imaginait-il dans ses souliers pointus. Sauf qu'avec plus de 6 000 m³ de produits dangereux, un simple interrupteur ne suffit pas. Depuis deux mois, les salariés le préviennent comme ils peuvent : ce sont les seuls à même de fermer l'usine proprement et, surtout, en toute sécurité pour celles et ceux présents sur le site, mais aussi pour toute la population de Tarascon. Las, le mandataire, une fois encore, ne les calcule même pas. Lui, son plan est d'une efficacité théorique redoutable : faire intervenir une société extérieure qui, en quelques heures, connaîtra évidemment sur le bout des doigts « La papète de Tarascon pour les Nuls ». Dans la réalité, c'est légèrement

différent. « *On n'apprend pas notre métier en 48 heures. Les seuls capables d'assurer la sécurité, c'est nous* », tempête Jean-Michel Bullinge, le DS de la CGT Filpac à Tarascon. Réponse du mandataire : « *La sécurité, ça ne vous regarde pas...* » Les salariés, histoire de bien appuyer leur message, occupent désormais l'usine. Rien ne sort. Rien ne rentre. L'objectif est simple : s'assurer que personne ne vienne tout vidanger et démonter salement. Le mandataire change alors de méthode. Maintenant, il parle aux salariés. Bel effort. Mais son mépris ferait presque regretter son silence : « *Je te parle pas à toi, t'es pas un représentant du personnel.* » Ou quand il menace généreusement de retarder le paiement des soldes de tout compte. Sa nouvelle lubie ? Couper le courant sur le site. Malin comme un mandataire, il a simplement oublié un léger détail : sans électricité, impossible de détecter le moindre départ de feu ou d'acheminer l'eau jusqu'aux pompes à incendie. Donc, en cas de problème, les pompiers risqueraient de ne pas être prévenus et, même s'ils l'étaient, il n'y aurait plus d'eau disponible pour lutter contre l'incendie. Rassurant pour un site classé Seveso... Après avoir perdu leur travail, les 260 salariés n'ont désormais qu'une exigence : que Tarascon ne paie pas, à son tour, les conséquences d'une fermeture menée par un mandataire décidément incapable de présenter un projet sérieux et sécurisé pour le site. •

« On n'apprend pas notre métier en 48 heures. Les seuls capables d'assurer la sécurité, c'est nous », tempête Jean-Michel Bullinge, le DS de la CGT Filpac à Tarascon. Réponse du mandataire : « La sécurité, ça ne vous regarde pas... »